

# Communiqué

## GOPAC demande une meilleure surveillance de la gestion de l'aide au développement

### Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption

Secrétariat mondial:

904 - 255, rue Albert  
Ottawa (Ontario) K1P 6A9  
Canada  
Tél: +1.613.366.3164 x 304  
Télec: +1.613.421.7061  
[info@gopacnetwork.org](mailto:info@gopacnetwork.org)

Site Web:  
[www.gopacnetwork.org](http://www.gopacnetwork.org)

Twitter:  
[@GOPAC\\_Fra](https://twitter.com/GOPAC_Fra)

Facebook:  
[fb.com/gopacnetwork](https://fb.com/gopacnetwork)

**GOPAC** – un regroupement mondial de parlementaires qui travaillent ensemble pour lutter contre la corruption, accroître la saine gouvernance et confirmer la primauté du droit

**Ottawa, Canada** – L'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC) invite les agences de développement et les parlementaires à travailler ensemble afin d'améliorer la gestion de l'aide financière. C'est ce dont il est question dans le dernier exposé de position de GOPAC, *Améliorer la surveillance de la gestion de l'aide au développement*, lancé lors de la réunion du printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international à Washington, D.C.

« La mauvaise utilisation et la mauvaise gestion de l'aide au développement entravent la prospérité économique et sociale et empêche le gouvernement de soutenir les citoyens les plus pauvres et les plus vulnérables », a affirmé D<sup>r</sup> Donya Aziz, membre du Groupe de travail mondial sur la surveillance parlementaire. « Grâce à cet exposé et aux membres de GOPAC, nous aidons à encourager de meilleurs engagements et dialogues entre les parlementaires et les organismes donateurs en vue d'une lutte solide contre la corruption. »

L'exposé de position met en lumière les mesures clés que les parlementaires partout dans le monde devraient prendre pour faire cesser l'utilisation corrompue ou le vol de l'aide financière, notamment :

- S'assurer que les gouvernements utilisent les fonds publics conformément à ce qui est convenu et prévu, et ce, de manière à éviter et à décourager la corruption et la mauvaise utilisation des dons financiers.
- Accroître leur engagement auprès des organismes donateurs.
- Plaide en faveur d'un cadre de réglementation transparent et responsable.
- Chercher du soutien afin de renforcer les capacités, notamment exiger la mise en place des ressources nécessaires.

L'exposé de position traite également du coût de la corruption et de la manière dont les organismes d'aide voient et gèrent le problème de la corruption. Ce document souligne les normes internationales actuelles et met en lumière les *Lignes directrices pour renforcer le contrôle à travers la collaboration entre parlementaires et donateurs*, publié par GOPAC et le Réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le Fonds monétaire international en septembre 2013.

Vous pouvez télécharger tout le document à partir du site Web de GOPAC :  
[gopacnetwork.org/Docs/PositionPapers/PP\\_GTFPO\\_FR\\_WEB.pdf](http://gopacnetwork.org/Docs/PositionPapers/PP_GTFPO_FR_WEB.pdf).

GOPAC est un réseau international de parlementaires qui travaillent ensemble pour lutter contre la corruption, raffermir la saine gouvernance et maintenir la primauté du droit. L'organisation, dont le siège est à Ottawa au Canada, est composée de 50 sections nationales sur cinq continents. Elle soutient ses membres grâce à de nouvelles recherches, le renforcement des capacités anticorruption à l'échelle mondiale et l'entraide internationale. Visitez GOPAC sur le Web à [gopacnetwork.org](http://gopacnetwork.org), sur Twitter à [twitter.com/GOPAC\\_FRA](https://twitter.com/GOPAC_FRA) et sur Facebook à [facebook.com/gopacnetwork](https://facebook.com/gopacnetwork).

-30-

Contact :

**Ann Marie Paquet**

Gestionnaire des communications, Secrétariat mondial de la GOPAC  
+1.613.366.3164 x 304, [anmarie.paquet@gopacnetwork.org](mailto:anmarie.paquet@gopacnetwork.org)